

Paris le 8 juillet 2019

Monsieur le Président de la République,

Plusieurs messages téléphoniques et courriers adressés depuis de nombreuses semaines à votre actuel Ministre chargé des sports, M. Tinoka Roberto, étant restés sans réponse ni même le moindre accusé de réception - je vous en mets deux en pièces jointes -, je me permets de m'adresser directement à vous pour que, sortant des communiqués fantaisistes de certains et de la diffusion de fausses informations par des personnes particulièrement intéressées, dans tous les sens du terme, vous soyez directement et parfaitement informé de la situation de la Pétanque dans votre pays.

Comme votre équipe de Football en ce moment - ce qui me permet de vous présenter les félicitations d'un non-afficionado à l'équipe de France - notre sport apporte de grandes joies à votre pays et bien plus souvent puisque vos équipes ou joueurs sont, de plus en plus fréquemment, sur les podiums mondiaux avec une préférence pour la plus haute !

Après plusieurs mois d'enquête et de recueil de témoignages qui ont mis à jour un comportement qu'il est difficile de qualifier autrement que de maffieux, le Comité Exécutif a décidé, lors de sa réunion du 1er mai à Almeria de retirer la délégation de la FIPJP à l'organisme dénommé "Fédération Malgache de Pétanque" et d'interdire à vie de toute activité dans le domaine de la pétanque certains de ses dirigeants, notamment l'ancien président et un ancien arbitre international, la liste n'étant pas close.

En effet, profitant de complicités avérées auprès, entre autres, de Malgaches établis en France, d'une agence de voyage de Antananarivo et même tant au sein de l'administration du Ministère des sports à un très haut niveau, que dans les services du Consulat de France où la situation a été régularisée récemment, ces dirigeants étaient à la tête d'un véritable rançonnement des joueurs, de plus en plus nombreux au fil des ans, à partir en France pour y faire une saison de pétanque: demande de "remboursement" de billets d'avion pourtant non payés ou à des tarifs différents de ceux "facturés", ainsi que du coût des visas, prélèvements réguliers sur les gains obtenus dans les compétitions par ces joueurs, dîme sur les "cachets" (évidemment non déclarés au fisc français !) perçus de joueurs français désireux de jouer avec ces Malgaches de bon niveau, perception de "droits de mutation" exorbitants par rapport à la norme internationale - cela aboutissant même à la détention par les joueurs de doubles licences, pratique interdite et sanctionnée - , voire arrangement de parties (match fixing) dans les compétitions en France afin d'assurer le meilleur rendement....

Il régnait une sorte d'omerta sur ces pratiques car les joueurs concernés n'osaient pas protester étant alors menacés de diverses façons y compris physiques et, quand ils le faisaient, leurs protestations étaient bloquées à un certain niveau au Ministère puis transmises à la Fédération qui n'hésitait pas à sanctionner ces "rebelles". Il a fallu que la dénonciation trouve son origine dans un groupe de Malgaches honnêtes et désireux de préserver l'image de leur pays pour que nous puissions intervenir afin de mettre fin à de telles pratiques dans un sport où Madagascar tient le haut du pavé dans toutes les catégories.

Conformément au droit international du sport et aux règles édictées par le Comité International Olympique qui rend les Fédérations Internationales maîtresses de la gestion de leur sport dans le monde - à moins qu'elles ne soient elles-mêmes sanctionnées par le CIO comme l'AIBA (la boxe)

actuellement - donc du choix des organisations pour les représenter dans les divers pays membres, ainsi que le fait d'ailleurs régulièrement le CIO lui-même pour les Comités Nationaux Olympiques - la FIPJP, au vu des documents et des engagements reçus a décidé rapidement - afin, notamment, de permettre la participation de votre pays aux championnats d'Afrique, qualificatifs pour les prochains championnats du monde des Messieurs à Lausanne en 2020 - de reconnaître une nouvelle organisation malgache: la Fédération Sport Boule Malagasy.

Sans la détermination et le courage, compte tenu des nombreux obstacles dressés sur leur chemin, du président Dolys Andriamarohaja et de son équipe, votre pays n'aurait pas été représenté l'année prochaine au mois de juillet dans la Capitale Olympique pour les prochains Championnats du monde des Messieurs, non plus que, au mois de novembre, dans les Championnats du monde des Féminines et des Jeunes à Phnom-Penh. Ils ont arraché leur qualification à Lomé lors des championnats d'Afrique au mois de juin, bien que la FSBM n'ait reçu aucune aide de la part du Ministère pour ce sport roi qui fait briller les couleurs de votre pays dans le monde entier et bien que certain(s) membre(s) de l'équipe, objet(s) de menaces, n'ai(en)t pas joué à leur véritable niveau!

Il est évidemment hors de question pour nous de cautionner un rapprochement quelconque avec d'anciens dirigeants qui ont trempé dans ces rackets et ces malversations, mais la FSBM est évidemment prête à recevoir en son sein clubs et joueurs qui partageront les valeurs portées par le sport en général et respecteront le Code Ethique du CIO.

Certes les autorités nationales, dans tous les domaines, ont toute liberté pour cautionner et aider les organisations de leur choix, mais, pour l'avenir de la pétanque à Madagascar, je fais appel à votre haute bienveillance afin que vous interveniez pour que soit officialisée en interne la Fédération Sport Boules Malagasy, et faire en sorte que, quel que soit le Ministre chargé des sports, elle bénéficie des aides nécessaires et méritées pour mener à bien ses missions de développement de la pétanque dans votre pays et pour envoyer, dans les grandes compétitions internationales, des équipes de valeur qui continueront à occuper, dans toutes les catégories, des places enviées sur les podiums.

Nous avons également demandé aux dirigeants de la FSBM de prendre rendez-vous avec les services consulaires Français afin qu'il continue à être possible d'envoyer les meilleurs joueurs et joueuses de la Fédération - et non pas, comme il apparaît désormais que cela a été le cas avec l'ancienne équipe, des personnes n'ayant à voir avec le sport mais sachant "dédommager" cette aide, quitte à ne pas revenir ensuite au pays - en France et dans les grandes compétitions internationales.

Espérant que ce courrier vous aura apporté les enseignements que vous souhaitiez obtenir et me tenant à votre entière disposition pour vous fournir toute indication complémentaire que vous pourriez désirer, je vous prie d'accepter, Monsieur le président de la République, l'expression de mes sentiments sportifs les meilleurs.



Claude AZEMA,
Président de la FIPJP et de la CMSB

Copies à : M. le Consul Général de France
M. le Président du CNO
M. le Président de la FSBM